



## Préambule au CE Siège du 06 décembre 2017

### Vers une crise sociale majeure

La déclaration de M. Macron en présence des députés d'En Marche rapportée par l'Express a beau être démentie par l'Elysée, l'effet n'en demeure pas moins désastreux au sein de l'entreprise où les personnels ont ressenti une véritable stupéfaction en découvrant ces propos sur un audiovisuel public " *honte de la République* ". Pas de fumée sans feu et même si la phrase désormais célèbre n'a pas été prononcée, il n'en demeure pas moins que tout cela ressemble à une stratégie calculée. Un article de Télérama vient d'ailleurs de préciser les propos qui s'avèrent encore plus explosifs.

Pourtant, les faits sont têtus et le président de la république est particulièrement mal placé pour émettre des jugements de valeur sur un audiovisuel public qu'il s'emploie à déstabiliser en accélérant son asphyxie économique. L'annonce d'une amputation de 50 M€ au budget 2018 de France télévisions, 3 mois avant la fin de l'année, n'est pas qu'un point de détail. C'est même tout le contraire, car l'argent, c'est le nerf de la guerre. Désolé Monsieur Macron, les enfants ne naissent pas dans les choux et les programmes de télévision de qualité ne se font pas sans argent. Et cette nouvelle coupe budgétaire nous conduit inéluctablement vers une crise sociale majeure. Elle coupe la trajectoire économique et stratégique de France télévisions et rend caduque son contrat d'objectifs et de moyens 2016-2020.

Ce choc vient frapper une entreprise déjà soumise à rude épreuve. Au plan social, la suppression de 181 postes est déjà prévue en 2018 dans le cadre du Contrat d'Objectifs et de Moyens, ce que la CGT n'a cessé de dénoncer, et on subit depuis le 1<sup>er</sup> septembre les effets du non comblement des postes vacants et l'élimination d'un grand nombre de nos collègues non permanents. Les tensions augmentent, les professionnels de la santé ne cessent de nous alerter. Les personnels, dans leur immense majorité, subissent les réductions d'effectifs. Elles pèsent de plus en plus sur ceux qui restent en poste, dans les secteurs les plus visibles comme l'information, comme dans ceux qui le sont beaucoup moins, à la technique ou les fonctions support administratives.

Cette décision, sans aucune justification quant à son montant, va précariser un équilibre financier atteint dans des conditions extrêmement périlleuses. Surtout, elle nie les efforts réalisés par toute l'entreprise pour compenser les engagements non tenus de l'état pour le lancement de la Chaîne Info, la montée en puissance de l'offre numérique, le lancement du projet de feuilleton à Vendargues. Qu'on en juge. Si l'on prend notre calculette et qu'on considère la période 2012-2020, ce sont 1 250 emplois qui auront été supprimés au total à France télévisions, 750 entre 2012 et 2015, 500 postes supplémentaires d'ici 2020...

Alors, à quoi rime cette exigence d'économies supplémentaires exigée par la tutelle au moment où le service public va devoir déployer des moyens conséquents pour affronter la concurrence des nouveaux entrants de l'économie numérique, les GAFAs et Netflix ? Comment, dans ces conditions, regagner ces publics jeunes et qui n'accèdent plus à la culture dont M. Macron, le président des riches, semble soudainement se préoccuper ?

Il semble que France télévisions cumule trois défauts peu supportables pour notre jupitérien président : c'est un service public, c'est un média qu'il juge bêtement dépassé, c'est un lieu où s'exprime un regard critique sur les puissants de ce monde...

La CGT dénonce une entreprise de déstabilisation récurrente et historique par laquelle M. Macron va encore plus loin que Nicolas Sarkozy avec deux objectifs ultralibéraux : réduire la dépense publique partout et affaiblir l'audiovisuel public. Cette position dogmatique méconnaît la réalité de France télévisions. Il est trop facile et insultant de nous faire passer pour un mammouth qu'il faudrait dégraisser, des ringards qu'il faudrait remiser dans les greniers de l'histoire.

Il est pourtant un point sur lequel M. Macron met l'accent avec raison, c'est le scandale des relations incestueuses avec les producteurs privés. Oui, redonnons aux chaînes les droits des œuvres qu'elles financent quasi intégralement. Cela leur permettra de constituer des catalogues, enjeu vital pour exister face aux GAFAs et à Netflix, pour redonner des capacités d'investissement dans la création, pour porter les exportations de programmes de qualité, à l'instar de la BBC. Et à court terme, redonnons une coupure publicitaire pour nous permettre de franchir cette année 2018 de tous les dangers.

Cela étant, la situation est grave et la CGT appelle à la riposte unitaire à France télévisions et dans tout l'audiovisuel public. Nous ne laisserons pas sans réagir le pouvoir politique poursuivre son œuvre de stigmatisation et de marginalisation de l'audiovisuel public.

Paris, le 06 décembre 2017